

Citation style

Spina, Olivier: review of: Natalie Mears, *Queenship and Political Discourse in the Elizabethan Realms*, Cambridge: Cambridge Univ. Press, 2005, in: *Annales*, 2008, 5.2 - Pouvoirs, p. 1067-1069, DOI: 10.15463/rec.1189730113

First published: *Annales*, 2008, 5.2 - Pouvoirs



Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

domicile des nouvelles qu'il couche ensuite sur le papier –, ou encore de ces journalistes qui, lorsqu'ils rédigent en place publique leurs *avvisi*, destinés à un public distingué, sont interpellés à propos des dernières nouvelles par des individus ordinaires.

F. de Vivo mène aussi une réflexion stimulante à propos des rapports entre les différentes sphères de la communication dans l'espace vénitien. Loin que celle-ci fonctionne uniquement de haut en bas, du gouvernement jusqu'au peuple *via* une série de relais, il faut au contraire envisager l'interaction permanente de ces différentes sphères, même si la politisation populaire ne semble pouvoir trouver une expression que lorsque se produisent des luttes entre puissants. La grande force du livre est de ne pas seulement postuler, mais de parvenir à démontrer un tel fonctionnement, par exemple avec l'analyse très remarquable d'un *pater noster* satirique violemment anti-espagnol de 1591 : cet écrit ne peut ni être assimilé à de la « culture populaire » ni rapporté à la pure expression d'une faction, et sa circulation large dans la société vénitienne, oralement ou par des copies manuscrites, se fait de manière horizontale plutôt que verticale. Mais c'est surtout dans les deux derniers chapitres, consacrés à l'Interdit de Venise de 1606-1607, que les effets politiques de la complexité du système d'information vénitien apparaissent pleinement. L'analyse – passionnante – de cette crise politique permet non seulement de produire une nouvelle interprétation de ce conflit entre le Pape et la Sérénissime, mais aussi de voir jouer ensemble, dans l'événement, les différents acteurs et instruments de la communication dans l'espace de l'État vénitien. Le gouvernement de Venise va adopter à cette occasion une stratégie du silence qui consiste à nier en pratique l'effectivité d'un Interdit dont la nouvelle doit pouvoir être réputée ignorée dans la ville – notamment pour que le clergé vénitien puisse ne pas appliquer la décision papale. Mais cette stratégie va néanmoins être battue en brèche – et devra être en conséquence radicalement revue – du fait de l'intervention d'autres acteurs et de multiples mécanismes qui vont finalement conduire à une explosion sans précédent des publications sur l'événement. F. de Vivo se

donne de multiples points de vue sur la crise de l'Interdit, en reconstituant la logique d'intervention dans la polémique de professionnels de l'écrit tels que l'historien Paolo Sarpi – l'un des personnages récurrents du livre – mais aussi, par exemple, en analysant l'évolution du prix des pamphlets au long du conflit.

Par l'ampleur de sa réflexion, l'étendue de la bibliographie mobilisée (aussi bien anglo-saxonne et française qu'italienne) et le caractère très stimulant des exemples travaillés – qui donnent à penser au-delà du cas vénitien –, il s'agit-là sans nul doute d'un ouvrage de référence non seulement sur la communication et l'information, mais aussi pour l'étude de la politique dans l'Europe moderne dans ses liens avec des politiques de l'écrit.

NICOLAS SCHAPIRA

Natalie Mears

*Queenship and political discourse
in the Elizabethan realms*

Cambridge, Cambridge University Press,
2005, XIII-311 p.

Le titre de ce livre est doublement trompeur. Cet ouvrage est en effet centré sur l'Angleterre, les exemples irlandais et gallois étant souvent de simples contrepoints. En outre, Natalie Mears refuse de s'inscrire dans l'historiographie des *gender studies*, considérant qu'Elisabeth I^{re}, avant d'être une femme, est un souverain. La première partie analyse la manière dont sont prises les décisions politiques au sein de la monarchie d'Elisabeth I^{re}. La seconde se veut une étude des débats politiques dans la société élisabéthaine. Si les historiens anglais s'intéressent à ces questions depuis une quarantaine d'années, on peut cependant souligner la nouveauté de l'approche adoptée par l'auteur. Elle remet en cause le paradigme formulé par Jürgen Habermas de la « sphère publique » et soutient que, dès le XVI^e siècle, le débat politique ne se limite pas au seul entourage royal ou à une poignée d'humanistes. Une grande partie de la société anglaise discute, défend ou critique la politique élisabéthaine (essentiellement sur des questions religieuses) et, par là, participe activement à une politisation du corps social.

La première partie, très convaincante, se fonde sur les archives de la monarchie mais aussi sur celles des grandes familles aristocratiques, fonds connus mais largement sous-exploités. Les correspondances permettent de mieux saisir le processus de conseil et de prise de décisions politiques. Elisabeth I^{re} s'inscrit dans la continuité de son père Henri VIII : elle considère que pour bien gouverner, un monarque doit décider seul mais qu'il doit constamment prendre conseil. Les grands conseillers, dont William Cecil, ont conscience que leur rôle se limite à aider la reine à prendre des décisions auxquelles ils doivent nécessairement se plier. N. Mears montre que les institutions (dont le Conseil privé) ne sont pas le cœur du processus décisionnel, comme le pensait John Neale dans les années 1950. Durant l'ensemble du règne, Elisabeth I^{re} s'informe et prend conseil auprès de personnes très diverses (ambassadeurs, marchands, gentlemen ou gentlewomen de la Chambre privée, membres du Conseil privé appelés à s'exprimer à titre individuel) et ce par des canaux non institutionnels (lettres, discussions, mémoires). De plus, pour débattre et trancher les questions capitales du règne (les mariages français, l'affaire Marie Stuart), la reine prend l'habitude de mettre en place des comités *ad hoc* regroupant une poignée de personnes jugées compétentes sur ces questions. Le Conseil privé qui en débat ensuite ne fait qu'en régler les détails. La cour apparaît donc comme le vrai centre décisionnel de l'Angleterre, un « forum politique » où tout acte et toute parole sont par définition politiques. La circulation d'informations (y compris les rumeurs et ragots), le conseil et le débat y sont omniprésents. Chaque courtisan participe à cette politisation. La capacité à approcher la reine, à gagner sa confiance et à l'informer confère donc une influence sans commune mesure avec le statut officiel ou le rang social. Mais informations et conseils politiques ne se contentent pas de « remonter » vers la reine. En reconstituant le réseau épistolaire et relationnel de certains courtisans, il apparaît que ceux-ci diffusent des informations dans et hors de la cour par le biais de leur correspondance, de leurs serviteurs ou de leurs discussions.

La seconde partie, plus ambitieuse, est pourtant moins convaincante car trop disper-

sée. N. Mears entend prouver que les débats et les prises de positions politiques et religieuses ne se limitent pas à l'entourage royal. Selon elle, la circulation des nouvelles par le biais de lettres, de voyageurs ou de colporteurs et la diffusion de ballades, pamphlets et chansons dans l'ensemble des royaumes élisabéthains créent un espace de débat politique au sein des communautés locales et dans toutes les couches de la société. Ces débats seraient décelables dans quelques cas de procès pour propos séditieux intentés dans l'ensemble de l'Angleterre. Des femmes, des paysans, des artisans ou des valets, des urbains comme des ruraux, sont déferés devant les tribunaux pour avoir porté dans la rue ou à la taverne un jugement négatif sur la politique royale. Pourtant, ces cas sont très peu nombreux, souvent peu explicites, et ne témoignent nécessairement que de positions hostiles à la monarchie. N. Mears souligne que ces prises de positions concernent avant tout la question religieuse et la succession royale. Elles s'élaboreraient lors de discussions politiques tenues au sein des communautés locales. Les positions politiques défendues par un individu dépendraient largement de son expérience individuelle et communautaire (religieuse ou nationale). Ainsi, les catholiques ou les protestants les plus radicaux définissent leur position et leur discours vis-à-vis de la monarchie en fonction des décisions prises par la reine sur ces questions. Les positions politiques seraient donc moins définies par la stratification hiérarchique de la société (élites contre couches populaires) que par l'appartenance à une communauté transcendant les couches sociales (catholiques face aux protestants, Irlandais ou Gallois face aux Anglais, ruraux face aux Londoniens...). En s'appuyant sur ces conclusions, le dernier chapitre essaye, par-delà le mythe élisabéthain, de cerner la réalité de la popularité de la reine. N. Mears démontre que cette popularité est moins construite par les grandes cérémonies et les rituels monarchiques que par des informations sur la politique de la reine glanées et interprétées au sein de la communauté d'appartenance. Le jugement de chaque sujet sur la reine dépend ainsi de son accès à l'information et des réseaux sociaux, locaux et nationaux, dans lesquels il s'inscrit. C'est donc moins la per-

sonne royale que les orientations politiques et religieuses de la monarchie qui créent de la popularité et de la fidélité politique. Ceci expliquerait, selon elle, que la reine soit avant tout populaire en Angleterre et nettement moins en Irlande.

Même si l'on peut regretter une écriture parfois confuse et répétitive à l'excès qui gêne la compréhension de l'argumentation d'ensemble, ce livre est à double titre intéressant. Il permet un renouvellement de l'étude de la cour comme lieu d'élaboration et de discussion de la politique royale, mais également de repenser l'approche du politique dans les monarchies de l'époque moderne. En effet, il pousse à s'intéresser à la réception des décisions royales par les sujets et aux implications que cette réception joue dans la construction des comportements politiques. L'Angleterre ne connaîtrait donc pas une sphère publique au sens habermassien du terme, mais une multitude de foyers de débats et de discussions politiques dont les termes sont définis par le croisement entre la politique nationale et les conditions locales.

OLIVIER SPINA

Alan Cromartie

The constitutionalist revolution:

*An essay on the history of England,
1450-1642*

Cambridge, Cambridge University Press,
2006, x-309 p.

L'ouvrage d'Alan Cromartie rompt avec la plupart des tendances fondamentales de l'histoire de la révolution anglaise depuis le début des années 1970. Il ne s'inscrit pas dans la lignée des travaux d'un Conrad Russell qui mettait l'accent sur la dimension immédiate des événements des années 1640 et refusait de leur chercher des origines lointaines, surtout sociales, comme le faisaient, dans une perspective téléologique, les historiens des années 1950 ou 1960. A. Cromartie ne se situe pas davantage dans la perspective britannique des événements de 1637-1642 – la *new British history* – apparue dans les années 1980. Il va également à rebours de l'analyse de leur dimension euro-

péenne, récemment mise en avant par Jonathan Scott, puisqu'il s'intéresse à la *common law*, sans doute une des dimensions les plus idiosyncrasiques de la civilisation anglo-saxonne. Enfin, il ne souscrit pas à la vision d'une révolution essentiellement liée à un radicalisme puritain, qui aurait fait des événements des années 1640 et 1650 une des dernières guerres de Religion éprouvées par un pays d'Europe occidentale.

A. Cromartie cherche, en fait, les racines de la révolution dans les transformations de la conception de la *common law*, dont la plupart des Anglais du XVII^e siècle étaient persuadés qu'elle leur accordait des libertés imprescriptibles que la royauté ne pouvait, en aucun cas, enfreindre. Il entend retracer les processus intellectuels par lesquels les Anglais, à l'exception de quelques voix discordantes, ont été amenés à considérer, au nom de la *common law*, que les mesures prises par Charles I^{er} durant les années de la *personal rule* étaient arbitraires et devaient donc être annulées. A. Cromartie se place ainsi dans la lignée d'un John Pocock bien qu'il s'en sépare sur un point fondamental. J. Pocock voyait en effet dans la première moitié du XVII^e siècle, et autour des écrits de Sir Edward Coke, l'apogée de ce qu'on a appelé le constitutionnalisme, par opposition à la pensée « absolutiste » développée par Jacques Stuart, le propre père de Charles I^{er}. A. Cromartie estime, quant à lui, que le constitutionnalisme s'est construit au moins depuis le début du XVI^e siècle. Il rejoint en cela d'autres travaux récents. Janelle Greenberg a ainsi décrit la manière dont les prétendues « lois de saint Édouard le Confesseur » ont été construites, sur la longue durée, pour finalement devenir une arme politique entre les mains des penseurs constitutionnalistes¹.

A. Cromartie ouvre donc huit dossiers à travers lesquels il examine la lente formation de deux croyances essentielles. La première était que la *common law*, « un ensemble de règles déterminées » (p. 182), avait été créée par le « peuple » et non par la Couronne ou les hommes de loi. La seconde était qu'elle était compétente dans tous les domaines, y compris la définition des pouvoirs mêmes de la royauté. La diffusion progressive de ces deux